

À CAUSE DU RAFFINAGE DU DIESEL DANS LE MONDE

L'Algérie vend difficilement son pétrole, selon Chakib Khelil

L'Algérie éprouve des difficultés à commercialiser son pétrole (Sahara blend) à cause du raffinage du gazoil, selon Chakib Khelil. Par ailleurs, on se dirige vers des projets concrets algéro-français dans le domaine des énergies renouvelables dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Hier au siège de son département, le ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, a reçu le ministre d'Etat français, ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire, Jean-Louis Borloo. A cette occasion, la signature d'un accord-cadre de coopération pour le développement du nucléaire civil entre les deux pays, prévue lors de la visite du Premier ministre français, François Fillon, le 21 juin prochain, a été confirmée. Cela même si les deux ministres se sont montrés peu bavards à ce sujet. Il n'en a pas été, toutefois, le cas pour les autres sujets liés à l'efficacité énergétique, la maîtrise de l'énergie et le développement des énergies renouvelables, ainsi que la lutte contre la déforestation et la préservation du littoral. Des domaines où les deux parties ont convenu de coopérer et de renforcer la coopération déjà impulsée à travers la mise en place d'un groupe de travail conjoint pour la promotion de l'énergie solaire notamment. En outre, Chakib Khelil et son homologue ont évo-

qué le souhait de voir le projet de société multinationale de lutte contre la pollution marine se réaliser dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée (UPM).

Vers des projets concrets dans le cadre de l'UPM

De son côté, Jean-Louis Borloo a relevé, avec satisfaction, la stratégie de gestion des ressources rares et du développement des énergies renouvelables, initiés par notre pays, ainsi que son expertise technique et opérationnelle dans les domaines de la séquestration et captage du CO2 et production d'énergie à base d'hybride solaire/gaz. Indiquant que l'Union européenne a décidé de mettre en place 12 démonstrateurs de captage de CO2, Jean-Louis Borloo a appelé à développer de grands projets «concrets» dans le cadre tant de l'UPM qu'au niveau bilatéral.

En relevant avec force le rôle de l'Algérie en tant qu'«acteur absolument majeur», un partenaire essentiel dans les négociations en cours tant dans le monde (préparation du Sommet mondial de Copenhague prévu dans 18 mois) que dans le cadre



«La hausse du prix du pétrole est appelée à se poursuivre.»

européen (discussions du paquet climat-environnement).

La spéculation et les crises financières expliquent la hausse des cours

Interrogé sur la situation actuelle du marché pétrolier, Chakib Khelil, également président de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), a expliqué la hausse des cours par deux facteurs essentiels.

Certes, les tensions géopolitiques et le manque de production pour certains pays influent, avec une demande mondiale dont l'augmentation sera

moins que celle de l'année dernière. Et cela même si le problème d'approvisionnement ne se pose pas avec des stocks supérieurs à ceux des 5 dernières années. En attendant le sommet de l'Opep, prévu le 9 septembre prochain à Vienne, qui doit évaluer la situation du marché et se déterminer quoique le cartel ne fournit que 40% de la production mondiale, n'a aucun monopole et a même augmenté son offre sans impact sur les cours. Toutefois, selon le ministre algérien, la perception qu'ont les opérateurs de la situation économique, la spéculation et le rôle

des fonds d'investissements, les crises financières internationales et la dévaluation du dollar avec la recherche d'une protection contre les évolutions inflationnistes sont à considérer. Pour Chakib Khelil, la hausse est appelée à se poursuivre et la crise n'est pas près de se terminer, les incertitudes sur la situation de l'économie américaine et sur le système financier et bancaire international et la dévaluation du dollar devant perdurer selon lui.

La crise du gazoil influe même sur notre pays

Autre facteur selon Chakib Khelil, la crise du gazoil qui, à travers le raffinage, et l'augmentation de la demande, tire les prix à la hausse. En raison de l'introduction de nouvelles spécificités pour les produits pétroliers et le développement des biocarburants, la production de diesel se réduit et augmente de prix. La rareté de ce produit génère une hausse des cours du brut à travers le raffinage. Plus grave, selon le président de l'Opep, «certains pays ne trouvent pas de marché pour leur pétrole, y compris l'Algérie». Notre pays éprouve des «difficultés à commercialiser son Sahara blend du fait du diesel», relève Chakib Khelil qui précise que le raffinage du gazoil exige un brut différent du brut algérien.

C. B.

CÉLÉBRATION HIER DE LA JOURNÉE MONDIALE ANTI-TABAC

15 000 décès par an en Algérie à cause de la cigarette

Le tabagisme tue plus de 15 000 personnes par an en Algérie. Environ 7 000 d'entre elles sont victimes d'un infarctus du myocarde. Le nombre d'individus qui meurent suite à un cancer des poumons dépasse les 4 000. Les 1 000 restants perdent la vie en raison d'une insuffisance respiratoire, engendrée par la consommation de la cigarette.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - Ces chiffres ont été rendus publics hier matin par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, lors d'une rencontre organisée en son siège, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale anti-tabac, fixée au 31 mai de chaque année.

Selon le docteur Y. Tarfrani, «la prévalence du décès à cause du cancer des poumons a triplé ces 20 dernières années.» Le risque d'atteindre 70 000 cas de décès par an à cause de cette maladie n'est pas à écarter si les

pouvoirs publics ne se décident pas à lutter activement et efficacement contre le phénomène du tabagisme, alertera-t-il. Le ministère de la Santé sera aussi contraint d'augmenter ses dépenses pour la prise en charge des malades atteints par ces pathologies liées au tabagisme. La mise en place d'un dispositif anti-tabac s'avère plus que nécessaire, ont suggéré les médecins présents à cette rencontre que le ministre de tutelle, M. Amar Tou, a présidée. Ce dernier dira à ce sujet que l'installation de la Commission nationale de



Le taux de décès a triplé.

lutte anti-tabac, le mois de septembre dernier, répond à ce souci majeur de la préservation de la santé publique contre la cigarette. Il notera toutefois que «la lutte antitabac doit impliquer chacun de nous. Les médecins, les pharmaciens, les parents et les autorités locales devraient

unir leurs efforts pour atteindre nos objectifs.»

L'intensification des campagnes d'information et de sensibilisation contre les risques de la consommation de la cigarette, surtout en milieu scolaire, fait aussi partie de la stratégie de lutte anti-tabac, ajoutera M. Tou. L'adoption d'une loi

interdisant l'usage du tabac dans les espaces publics et les institutions étatiques, vise aussi à diminuer le nombre de consommateurs. Un décret portant interdiction de la cigarette dans les administrations publiques a d'ailleurs été adopté en 2001. Amar Tou a indiqué que le texte d'un nouveau décret est en préparation et sera soumis au conseil de gouvernement dans les prochains jours. L'un des intervenants, le professeur Haouichet, a estimé pour sa part que l'instauration d'une taxe additionnelle sur les produits tabac jouera un rôle positif dans la lutte contre le tabagisme. «Des enquêtes ont démontré que l'augmentation des taxes a fait diminuer la consommation du tabac de 8% dans les pays en voie de développement. Les revenus des gouvernements dans ces pays ont augmenté,

quant à eux, de 7%. Parallèlement, il faut renforcer les contrôles au niveau des espaces frontaliers afin de faire face aux contrebandiers», a-t-il précisé. L'interdiction de la publicité encourageant l'usage de la cigarette a également été évoquée par le ministre qui a souligné les efforts de l'Etat en matière de lutte contre la toxicomanie, un autre fléau qui menace constamment notre jeunesse. «L'Algérie est très en avance sur ses voisins maghrébins en matière de lutte contre la toxicomanie. Nous disposons de 15 centres de désintoxication, à travers les quatre coins du pays. 53 centres intermédiaires de désintoxication sont en cours de réalisation. 285 autres centres d'écoute de jeunes sont opérationnels dans les 48 wilayas du pays», a-t-il conclu.

L. M.